

**Football**  
**Sénégal/Kenya:**  
**les Lions prêts à**  
**rugir contre les**  
**Harambee Stars**

**VERBATIM :**

**Diomaye, un franchisé libéré**  
 Le poste de premier ministre avait été supprimé par Diouf puis par Macky Sall. Ce dernier soutenait vouloir aller plus vite avec moins de lourdeur. Depuis deux semaines, le président Diomaye Faye apprend à vivre sans premier ministre. Expérience inédite. Liberté d'action. Relation directe avec les ministres. Absence de consultation courtoise. Aucune reddition de comptes. Il est le chef. Il exerce, pour la première fois depuis son intronisation, ses pleins pouvoirs de président de la république sans avoir à penser à son chef de parti. Il doit se sentir bien dans sa peau. S'affranchir finit par faire du franchisé un homme fort. Hyper fort. Hyper confiant. Parlant de confiance, elle s'étirole entre les deux protagonistes. Elle s'effrite. Elle se mue en méfiance. Plus rien ne sera comme avant. Sur 18 millions de Sénégalais, seul Diomaye mesure l'amplitude de ce qu'il reproche à son Pm. Sur 18 millions de Sénégalais, seul Ousmane appréhende jusqu'où le président peut aller. Spectateurs polémistes, les Sénégalais aimeraient savoir le véritable mobile du problème. Qui pour le leur dire? L'Etat a ses mystères pour taire ses secrets : le premier qui parle s'expose. Celui qui se tait s'immole.

Ben Makhtar

**MENACE DJIHADISTE & FAILLITE ÉCONOMIQUE : LE SENEGAL EN PÉRIL ?**



**Méta Analyse :**  
**Le Pr Thiam dissèque**  
**l'imbroglio politique au**  
**sommet de l'Etat**

**COALITION DIOMAYE :**  
**CARTON PLEIN POUR MIMI.**  
**QUI OSERAIT INTERDIRE LA**  
**JOURNÉE DES MARTYRS?**

**Affaire Didier Badji**  
**et Fulbert Sambou:**  
**La société civile**  
**exige la poursuite**  
**des enquêtes**



## Crise au sommet : Méta-analyse de la trahison d'un pacte ou simple désaccord sur le projet de Pastef entre Bassirou Diomaye Diakhar faye et Ousmane Sonko ?

Une méta-analyse de la trahison de Diomaye Faye envers Ousmane Sonko serait une étude approfondie et systématique de l'ensemble des informations disponibles sur le sujet afin de dégager des tendances, des modèles et des pistes spécifiques basées sur des œillères non partisans et objectives puis disséquées scientifiquement. Objectifs de la meta-analyse : Identifier les facteurs qui ont contribué à la trahison de Diomaye Faye. Analyser les conséquences de cette trahison politique. Évaluer l'impact de cette trahison sur la relation entre les deux hommes et leurs objectifs respectifs et personnels. Identifier les leçons à tirer de cette affaire pour tous les Sénégalais. Méthodologie : Collecte de données en rassemblant et analysant les informations réelles disponibles sur cette actualité, les articles et les analyses d'expert. Analyse de contenus en étudiant avec beaucoup de vigilance le contenu des informations collectées pour identifier les tendances partisans et partiales et les modèles. Analyse comparative en passant au peigne fin les événements pour faire une synthèse juste et liée strictement aux faits et seulement aux faits. ...Pour dire vrai, cet article a pour seul but de dégager des recommandations pour tous les acteurs politiques Sénégalais afin d'éviter le chaos et des situations similaires à l'avenir. Il est évident que cette Meta-analyse serait juste une alerte qu'il faudrait soutenir et l'approfondir pour obtenir des résultats plus précis et plus rassembleurs de toutes les synergies positives pour sauver notre pays que nous aimons tous ! En effet, il est question du «Pacte du cap manuel». Le non-respect de ce pacte informel est au cœur de la crise politique entre Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye. Selon certaines sources, il y aurait eu une discussion entre les deux hommes lorsqu'ils étaient en prison prévoyant que Diomaye se présente à la présidentielle puis démissionne pour per-

mettre à Sonko de prendre le relais. Une discussion non écrite. Il n'y a pas de document écrit attestant de l'existence d'un pacte formel entre les deux hommes. Selon Maître Bamba Cissé, avocat de Sonko, il y a eu des discussions entre les deux hommes mais pas de pacte écrit d'où les deux parties ont des versions contradictoires de cet événement sous prison, ce qui rend difficile de mettre en lumière la vraie vérité. Les conséquences de la discussion. La situation entre les deux hommes avec des désaccords sur la gestion de la coalition présidentielle et la nomination de certains responsables. La crise politique pourrait avoir des implications importantes pour la stabilité du Sénégal. Apparemment, vu ses éléments, il semble qu'il y ait eu une discussion entre Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye. Cette discussion peut être considérée comme un accord verbal ou simple «gentillesse actée» mais difficile de la qualifier de pacte formel ! Un accord verbal. Les deux hommes ont discuté de la stratégie politique et de la succession à la présidence. Il n'y a pas de document écrit attestant l'existence d'un pacte formel. Cette trahison de Diomaye sur Sonko est-elle comparable à celle de Blaise Compaoré sur Thomas Sankara? Ce sujet alimente le débat. Il est important de noter que les situations ne sont pas identiques mais il y a des similitudes. Blaise Compaoré sur Thomas Sankara a trahi Thomas Sankara, son ami et allié, en l'assassinant et en prenant le pouvoir au Burkina Faso. Cette trahison a eu des conséquences dévastatrices pour le pays et a été largement condamnée. En ce qui concerne, Diomaye et Sonko, il est trop tôt pour dire si Diomaye a trahi ou est-ce un simple désaccord ! Certains observateurs politiques estiment que Diomaye pourrait être tenté de s'éloigner de Sonko pour consolider son pouvoir. Si c'est vrai, ce serait une erreur stratégique, y persister sera

## DECLARATION DE L'ONG ACTION HUMAINE POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRE AU SENEGAL (AHDIS)



Le Sénégal en péril : appel à l'union nationale face au danger djihadiste et au risque de faillite économique

Au regard de la gravité et de l'évolution rapide de la situation économique, politique et sociale du Sénégal, l'ONG Action humaine pour le développement intégré au Sénégal (AHDIS) élève encore une vive alerte à l'endroit de toutes les composantes de la société sénégalaise et de la communauté internationale. L'analyse de la situation géopolitique du Sahel est fortement caractérisée par une explosion sans précédent du terrorisme, avec des ramifications qui s'étendent du Nigeria au Golf de Guinée, avec la jonction des forces combattantes venues du Maghreb et disséminées à travers : le Mali, la Mauritanie, le Burkina Faso et le Niger. Aujourd'hui, les djihadistes s'appuient sur une stratégie implacable :

- Infiltrer les espaces politiques et sociaux à l'intérieur des pays ciblés et asseoir une base institutionnelle précaire en exploitant les failles du système gouvernemental en vigueur (avec la complicité d'agents locaux susceptibles d'être à leur solde) ;
- Exploiter les fractures politiques et socio-économiques à l'intérieur des pays ciblés afin d'établir la jonction entre l'hinterland sahélien et les côtes atlantiques dans le but de promouvoir une véritable économie de guerre capable de pérenniser leur domination. Le Sénégal, par sa position stratégique sur le continent africain et ses fragilités politiques internes actuelles, est à la croisée des menaces. AHDIS lance un appel pressant à toutes les Sénégalaises et à tous les Sénégalais pour barrer la route, aux forces du désordre, au-delà des clivages idéologiques, politiques et socio-économiques. L'heure est venue de bâtir une Union Sacrée derrière le Président de la République, pour contrer ce danger extrême. Nous appelons à la responsabilité des dirigeants politiques : il est vital de tirer les leçons des crises qui ont déstabilisé nos voisins et de préserver absolument la stabilité du pays face aux tentatives d'infiltration et de division orchestrées par ces forces du mal. Aucun affaiblissement de nos institu-

tions (y compris celle judiciaire à laquelle nous apportons notre soutien sans faille et notre disponibilité à promouvoir des actions de communication de masse autour de sa mission) ; aucun conflit au sommet, ne doit permettre à l'ennemi de gagner du terrain à l'intérieur de nos frontières. Le discours officiel du gouvernement sénégalais à travers son Premier ministre (Chef de parti politique) fragilise notre pays face aux Partenaires financiers. C'est pourquoi, AHDIS s'inquiète du niveau inédit d'endettement du pays. Les chiffres récents indiquent un ratio dette/PIB supérieur à 130 %. Nous avons toujours alerté sur les conséquences dramatiques de la perte de confiance des investisseurs, illustrées après la récente chute des Euro-obligations et la dégradation de la note souveraine du Sénégal par l'agence Standard & Poor's et Bloomberg. Ces signaux négatifs, portés en partie par la crise ouverte entre le Président de la République du Sénégal et son Premier ministre, sont des bombes à retardement capables de plonger davantage le pays dans la banqueroute. Face à cette situation explosive, AHDIS exhorte l'ensemble des acteurs nationaux (politiques, organisations de la société civile, secteur privé, syndicalistes, autres leaders d'opinion) à faire bloc ; à dépasser les querelles partisans et à mobiliser toutes les forces vives pour préserver l'intégrité territoriale, la paix et la souveraineté du Sénégal. La survie de notre Nation en dépend. C'est cela la priorité du moment ; le mot d'ordre de l'heure pour Tous ! Nous appelons chaque citoyen à la vigilance, à la solidarité et à l'engagement dévoué à la Nation pour que le Sénégal ne sombre ni dans la déstabilisation djihadiste ni dans le chaos économique. Notre avenir collectif se joue maintenant : soyons unis, pour garantir à côté du Chef de l'Etat, Chef suprême des armées ; à côté de nos forces de défense et de sécurité, un Sénégal libre et démocratique.

Le Président  
Amacodou DIOUF



Directeur de publication :  
Diop Makhtar

Distribution :  
Jean

Directeur de la Rédaction  
Aly Saleh (tel. 77535 49 16)

Contact: 77 360 60 07  
Email: benuemoa@gmail.com  
Site: www.actusenews.com

Montage-Infographie:  
Khoury Fall et Oumou Fall

Impression :  
Imprimerie AFRICA PRINT DAKAR

Marketing - Vente:  
Mme Sow

## Football

## Sénégal/ Kenya ce mardi: les Lions prêts à rugir contre le Kenya



Les Lions de la Téranga affrontent le Kenya ce mardi en match amical, avec l'objectif de rebondir et de procéder aux derniers réglages avant la prochaine Coupe d'Afrique des nations, rassure le sélectionneur national, selon qui la tanière a tiré les bons enseignements de la défaite contre le Brésil.

«Il nous reste une séance d'entraînement au sortir du match de samedi, contre le Brésil, l'une des rencontres amicales au programme des Lions pour la fenêtre FIFA de ce novembre», a indiqué Pape Thiaw, à Antalya, en Turquie face à la presse.

“Les joueurs qui ont débuté le match contre le Brésil sont dans la récupération. Le reste du groupe s'est bien entraîné hier. Maintenant, il faut effectuer les derniers réglages pour le Kenya”, a expliqué le coach des Lions lors de la conférence de presse tenu à la veille d'avant match contre les Harambee Stars.

Selon le technicien sénégalais, la défaite face au Brésil est pleine d'enseignements pour le groupe des Lions. Le Brésil a mis fin à la série de 26 matchs du Sénégal sans défaite.

“C'est une bonne défaite, nous avons beaucoup appris. Nous nous attendions à un match difficile, mais les garçons ont répondu présents malgré la défaite”, a commenté Pape Thiaw, avec à ses côtés le défenseur des Lions Abdoulaye Seck, sur le banc lors

de la défaite des Lions à Londres.

“Nous savons où nous avons failli, et ce sont ces axes que nous allons travailler. Nous avons aussi fait de bonnes choses qu'il faudra garder et consolider”, a souligné Pape Thiaw qui est aussi revenu sur l'importance du match contre le Kenya en perspective de la CAN prévue au Maroc du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026.

“Quand nous serons à la CAN, a-t-il relevé, nous aurons beaucoup d'adversaires du niveau du Kenya. Même s'il ne s'est pas qualifié, nous nous attendons à un match difficile. Il faut rapidement prendre le match à son compte, sinon l'adversaire peut vous mettre en difficulté”.

Pour sa part, Abdoulaye Seck, a insisté sur la volonté du groupe de rebondir contre le Kenya.

“Nous avons perdu notre premier match, mais il nous en reste un autre et nous nous sommes préparés pour aller chercher cette victoire. Notre objectif est de gagner ce match. Nous aurons ce genre d'adversaire à la CAN”, a-t-il déclaré.

Pour rappel, ce deuxième match amical des Lions pour la fenêtre FIFA de ce novembre, va se dérouler à Antalya en Turquie, ce mardi, à partir de 15h GMT.

Aly Saleh

AFFAIRE DIDIER BADJI-FULBERT SAMBOU  
LA SOCIÉTÉ CIVILE EXIGE LA POURSUITE DES ENQUÊTES

Près de trois ans après la disparition tragique des gendarmes sénégalais Didier Badji et Fulbert Sambou, l'affaire connaît un tournant majeur. Selon le quotidien Libération, un individu du nom de Jérôme Bandiaky, alias «Sniper», a été inculpé et placé sous mandat de dépôt le vendredi pour séquestration et assassinat des deux militaires.

Premier suspect interpellé dans ce dossier sensible, «Sniper» est également poursuivi pour menaces de mort et violences contre un témoin clé ayant permis de relancer le dossier, longtemps considéré comme enlisé. Les associations de défense des droits humains et les familles des victimes n'ont cessé de dénoncer la lenteur de l'enquête et réclamaient davantage de transparence.

Dimanche, plusieurs acteurs politiques, militants et organisations de la société civile ont organisé une marche contre «l'oubli» afin de maintenir la pression sur les autorités. Seydi Cassama, directeur exécutif d'Amnesty International Sénégal, a exi-

gé une enquête complète et impartiale: «Une personne a été inculpée, mais elle ne peut pas agir seule. La justice doit poursuivre les investigations pour que les Sénégalais aient confiance en elle. Il faut identifier les commanditaires».

Jérôme Bandiaky a été renvoyé devant le tribunal correctionnel de Dakar pour détention illégale d'armes et de munitions sans autorisation, obtention d'avantages indus et escroquerie au service. Mais celui qui est surnommé «Sniper», placé en ce moment en détention préventive, devra répondre de faits plus graves.

De son côté, Me Djiby Diallo, avocat du mis en cause, dit avoir été surpris par l'inculpation de son client: «Il n'a jamais été entendu ni par la police ni par la gendarmerie sur cette affaire», a-t-il affirmé. La robe noire compte saisir le troisième cabinet d'instruction pour obtenir des éclaircissements sur la procédure.

A.S

## Politique :

## Vers une interdiction de la journée des martyrs ?

Dans la guerre des coalitions, Aminata Touré Mimi semble avoir pris une longueur d'avance sur l'ex Mairesse de Bambey. Elle pose des actes et en demandant aux uns et aux autres de basculer à compter du vendredi 14 novembre pour déterminer leur position, la superviseuse de la coalition Diomaye Président a obligé les alliés à choisir leur camp. Résultat : l'essentiel des leaders ont rempli et envoyé le formulaire d'adhésion proposé à la nouvelle patronne de la coalition. A relever que beaucoup de ténors ont préféré jouer la carte de la prudence. Ils attendent les instructions personnelles du président Diomaye Faye pour se décider. Le chef de l'Etat, depuis le début de l'imbroglio, refuse d'évoquer publiquement l'affaire. Il suit son agenda et envoie des signaux forts comme entre autres la rando-

née pédestre avec les militaires. Aux côtés des Généraux Cissé et Diop, respectivement Cemga et ministre des forces armées, le président Faye s'est emmitouflé en Chef. Prémédité ou simple hasard du calendrier républicain ? La crise perdure. Qui et quand pour y mettre un terme ? Le premier ministre reprend service à la fin de ce mois, moment retenu pour sa rencontre avec les familles des martyrs de 2021. Des sources bien informées évoquent des velléités d'annulation de l'événement pendant que le Palais surveille minutieusement les dispositions que compte prendre le ministère de l'intérieur pour canaliser la sortie attendue du président du Pastef à cette occasion.

Ben Makhtar

## CÔTE D'IVOIRE :

# « Tenir une rencontre avec certains membres des politiques reconnus par le gouvernement n'est nullement un dialogue politique » prévient Noelle Houle



La coordinatrice des Patriotes Ultra radicaux a donné sa part de vérité sur le processus électoral ivoirien au lendemain de la présidentielle. Notre interlocutrice estime qu'il faut aller vers un dialogue inclusif avant les législatives de décembre, pour décrypter les divergences politiques.

1) Qui sont les Patriotes ultra radicaux ?

Le PUR est un mouvement ultranationaliste, pacifique qui constitue une force de proposition principalement composé de jeunes femmes et hommes engagés pour la démocratie et l'Etat de Droit en Côte d'Ivoire pour la souveraineté et notre identité nationale.

2. Pourquoi demander l'arrêt des législatives alors que ça se bouscule pour les dossiers de candidatures où le PDCI compte prend part?

En Côte d'Ivoire il y a des tensions qui se présentent comme traditionnelles par le manque de volonté politique de ce gouvernement : nous l'avons constaté par l'absence d'intérêt à accéder aux revendications et au dialogue politique constitutionnellement reconnu pour animer le jeu électoral. Alors face à cette attitude cavalière, nous enregistrons de la part des partis de l'opposition des appels à l'arrêt et au boycott des élections présidentielles.

Comme le monde politique a pu le constater, cette situation est motivée par des griefs profonds concernant l'environnement électoral c'est à dire le cadre légal institutionnel, la composition et nomenclature de la CEI, l'absence de calendrier cyclique pour la révision de la liste électorale annuelle, et les tendances anti démocratiques. Allusion faite à rendre inéligibles certains leaders par l'instrumentalisation de l'appareil judiciaire qui met en avant la non séparation des pouvoirs dans un Etat qui se veut démocratique.

Rappelant ces griefs, il est impératif de solliciter la participation de tous

les partis politiques et la participation de partis importants comme le PDCI, même en dénonçant le cadre, afin de maintenir une présence dans les institutions et sur la scène politique. À l'image des politiques qui refusent d'être les nègres de service, la tactique de la chaise vide ne paye pas et l'absence de représentant légal du peuple souverain risque de faire perdre pied à la démocratie que nous revendiquons: tout boycott total de la participation à la vie politique et publique laissera le champ libre au parti au pouvoir d'affaiblir l'opposition à vie. C'est pourquoi nous saluons la position du RDA qui peut dénoncer et participer avec la capacité d'obtenir des sièges voire même la majorité.

3. Les griefs avancés sont-ils du ressort de la CEI, quand ils semblent être des revendications politiques dédiées au cadre de dialogue avec le gouvernement ?

Bien-sûr que ces récriminations le sont et c'est ce qui caractérise son caractère indépendant: organiser, superviser et contrôler les opérations électorales de manière autonome selon la loi. De quoi situer que la CEI porte alors toutes les responsabilités.

Les revendications qui touchent à la loi électorale, la composition de la CEI sont des questions qui doivent être adressées à elle ainsi qu'au Conseil constitutionnel. Au plan politique, on les adresse au gouvernement pour discuter dans un cadre de dialogue idoine, car en politique il faut savoir faire la part des choses pour le strict respect des protocoles.

4. Pourquoi demander un dialogue alors que la CAP-CI et plusieurs entités du jeu politique ont eu à échanger dans ce sens?

Je veux me permettre de rire pour mettre en avant la manipulation de ce gouvernement car aucun échange n'a été entretenu entre le gouvernement et les formations de l'opposition. Il importe de bien préciser que le fait de tenir une rencontre avec quelques membres de partis politiques qui sont des visages connus dans le gouvernement, ne fait pas de cette rencontre une entame au dialogue politique.

La preuve est qu'aucune résolution attendue n'a été cochée comme satisfaisante vu que c'était une prise de contact annoncée par la secrétaire du CAP-CI qui n'a cessé de revendiquer : le dialogue politique, la réforme de la CEI, l'audit de la liste électorale, l'organisation d'élections inclusives

Autant de points car il s'agissait que

d'un jeu de dupes.

5. Alors que les présidents Gbagbo et Thiam se sont subtilement désistés des manifestations contestant la présidentielle, pensez-vous que la rue est une alternative?

Il y a erreur d'appréciation du langage politique, parce que les leaders d'opposition, Laurent Gbagbo (PPAC-CI) et Tidjane Thiam (PDCI), ne se sont jamais éloignés, ni désistés des appels à la rue. Bien au contraire c'est un droit légal et légitime parce que d'ordre constitutionnel, il se présente comme une alternative d'expression démocratique. D'ailleurs c'est ce qui illustre le mieux, la Révolte dont parle Victor Hugo, stratégie mal employée par certains contemporains.

6. Quel modèle de CEI proposez-vous alors que divers formats ont été essayés? Est-ce que la classe politique y a encore sa place?

D'abord il faut noter sans se reprendre que, le modèle idéal de CEI pour nous au PUR, est une question de consensus politique. Les revendications pour un régulateur électoral plus équilibré et réellement indépendant ciblent sa composition : elle doit être exclusivement animée par 3 représentants des différents partis politiques actifs ayant des représentants à l'Assemblée nationale.

Ils seront appuyés par une chambre d'observation composée: d'un représentant du Conseil constitutionnel élu en interne, un représentant élu de la grande Médiature, un représentant élu de confession catholique, un représentant élu de confession musulmane, un représentant élu de la chambre des chefferies traditionnelle.

Cette proposition nous permet de mettre en avant la transparence et le caractère indépendant des manœuvres des pouvoirs en place qui ont une fâcheuse habitude. Celle de contrôler indirectement la CEI par des nominations continue. Et si vous savez la place de la gratitude à un bienfaiteur, ne soyez pas étonnés de voir une organe électif aux ordres.

7. Est-ce que les patriotes ultra radicaux ne font pas une fuite en avant pour un report au lieu de candidater ?

Merci de m'accorder le sourire car l'un des fer de lance du PUR c'est l'épreuve: aucun obstacle n'est suffisamment rigide pour nous s'il s'agit d'une œuvre humaine, car stratégie pour stratégie, nous détenons toutes les cartes, quel qu'en soit la situation politique.

Il faut noter que l'organisation d'une élection requiert plusieurs conditions dont des facteurs humains et logistiques. Demander un report c'est de permettre à la CEI de mieux s'organiser pour éviter une énième exposition d'incompétence comme nous avons pu l'observer lors de la présidentielle du 25 octobre 2025. Scrutin caractérisé par diverses manœuvres de fraudes massives et irrégularités qui entachent sa crédibilité aux yeux du monde entier.

Donc en quelques lignes, c'est d'aider la CEI à se remettre de ses tumultes qui nous ont servi des résultats aussi ridicules que peu crédibles. L'aspect le plus important, c'est le tissu social délétaire qui présente un climat de méfiance et une nébuleuse en gestation.

8. Quel bilan faites-vous alors du régime Ouattara?

Le régime d'Alassane Ouattara, en poste depuis 2011, est un échec sans précédent parce qu'on ne peut développer un pays sans industrialisation. En plus de ne pas mettre l'humain au centre, ce pouvoir nous laisse un Etat très endetté de plus de 40 000 milliards CFA selon les chiffres officiels.

9. Au vu du combat mené ces derniers mois pour une rectification du jeu politique, peut-on dire que le front commun est une alternative, ou désormais à bout de souffle?

Le Front Commun signature du PDCI et PPAC-CI est une tentative d'union de l'opposition pour peser face au parti au pouvoir. Il faut noter que c'est maintenant que le sphinx renaît de ses cendres, pour ma lecture, ils sont au début de leur capacité bien qu'ils soient combattu en interne.

10. Mot de la fin

J'insiste sur la nécessité de l'apaisement et la recherche d'un consensus durable. Le pays, qui a connu des crises post-électorales violentes à chaque élection, qu'elle soit présidentielle où locale. Il faudrait opérer un choix crucial visant à privilégier le dialogue comme annoncé par le Président père fondateur Félix Houphouët Boigny.

Nous invitons le RHDP à exercer la culture de la paix et des concessions mutuelles, pour consolider la démocratie pour un pays apaisé, au service du développement de tous les Ivoiriens.

propos recueillis par Keita Idrissa